

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative Reffye
10 rue Amiral Courbet BP 1708
65017 Tarbes Cedex

Tarbes, le 05/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AFM RECYCLAGE

Zone Industrielle Chemin de Gayan
65320 Bordères-sur-l'Échez

Références : 2024_0348_dp
Code AIOT : 0006803948

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2024 dans l'établissement AFM RECYCLAGE implanté Zone Industrielle Chemin de Gayan 65320 Bordères-sur-l'Échez. L'inspection a été annoncée le 06/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM RECYCLAGE
- Zone Industrielle Chemin de Gayan 65320 Bordères-sur-l'Échez
- Code AIOT : 0006803948
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AFM exploite sur la commune de Bordères-sur-l'Echez une activité principale de collecte,

traitement et stockage des métaux et déchets métalliques non dangereux. L'exploitation est également classée au titre de ses activités de collecte de déchets dangereux et non dangereux apportés par les producteurs et de dépollution des véhicules hors d'usage.

Le site est réglementé par un arrêté préfectoral du 26 avril 1991, complété par l'arrêté préfectoral n°65-2019-10-15-003 du 15 octobre 2019.

L'exploitant dispose également, pour son activité de démantèlement de véhicules hors d'usage, d'un agrément n°PR 65 00001 D délivré le 2 juin 2006 et renouvelé par l'arrêté préfectoral n° 65-019-03-04-001 du 03 avril 2019.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande d'action corrective	1 mois
2	Gestion des eaux de toitures	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	Demande d'action corrective	1 mois
4	traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2001, article Article R.541-43	Demande d'action corrective	1 mois
5	Tracabilité des déchets_BSD électronique	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45	Demande d'action corrective	3 mois
7	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
12	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.543-200-1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Gestion déchets réceptionnés_e ntreposage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV	Sans objet
6	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
8	Qualifications pour réaliser les	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	campagnes d'analyse		
9	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
10	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
11	Porter à connaissance	Code de l'environnement du 01/01/2001, article R512-33	Sans objet
13	Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié	Arrêté Ministériel du 25/05/2016, article Annexe I	Sans objet
14	Déchets autorisés	AP Complémentaire du 15/10/2019, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a été consacrée à la traçabilité des déchets, la gestion des eaux du site, et l'action nationale des per-polyfluoroalkylées (PFAS).

- Gestion des eaux

Le site ne génère pas d'eau de process pour ses activités, il dispose seulement d'un système de collecte et de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Lors de la visite, l'Inspection constate que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'exutoire des eaux pluviales de toiture du bâtiment et de l'actualisation de son plan des réseaux.

- Gestion et traçabilité des déchets :

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de sa déclaration des registres de déchets dans le Registre Nationale des Déchets, Terres Excavées et Sédiments (RNDTS). L'Inspection relève que cette non-conformité avait déjà été relevée lors de la visite d'inspection du 29 juin 2023 et propose d'accorder un dernier délai à l'exploitant pour mettre en oeuvre l'action corrective attendue.

La traçabilité des déchets dangereux est assurée au moyen de bordereaux de suivi dématérialisés au moyen de l'application Trackdéchets. Lors de la visite, l'Inspection relève une incohérence entre les tonnages admis et expédiés des batteries usagées déclarés sur l'application Trackdéchets et ceux renseignés sur le registre de l'exploitant.

L'inspection relève également des écarts relatifs au stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et de produits chimiques non autorisés sur le site. Par courriel du 28 juin 2024, l'exploitant a transmis les actions correctives relatives au stockage des DEEE.

- Action PFAS dans les eaux de rejets du site

L'exploitant a procédé aux campagnes d'analyse des PFAS les 30 janvier, 12 mars et 23 avril 2024. Les prélèvements et analyses ont été effectués par un laboratoire agréé conformément à l'Arrêté ministériel du 20 juin 2023.

L'Inspection relève tout de même l'absence de mesure du AOF lors de la première campagne sans

que l'exploitant puisse justifier de la cause.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Autre, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : <u>Article 4-II de l'Arrêté ministériel du 02/02/1998</u> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Constat n°2 de la visite d'Inspection du 29/06/2024 Par courriel du 21 juin 2023, l'exploitant a transmis le schéma des réseaux d'eau actualisé. Pour autant, l'Inspection constate plusieurs absences de données et une erreur de tracé (absence d'identification des vannes d'obturation en entrée du bassin, légende incomplète et réseau d'eau de toitures du bâtiment de stockage des métaux nobles non à jour). L'exploitant doit, dans un délai de trois mois, compléter et corriger le schéma des réseaux. Constats : Par courriel du 21 mai 2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection son plan des réseaux mis à jour. Lors de la visite, l'Inspection relève que le réseau d'eaux pluviales non souillées (eaux de toitures) n'a pas été révisé. L'exploitant, justifie qu'il n'est pas en mesure de définir l'exutoire des eaux de toitures (cf point de constat n°2 du présent rapport). Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous un délai d'un mois, terminer la mise à jour du tracé des eaux de toitures sur son plan des réseaux. Type de suites proposées : Avec suites Proposition de suites : Demande d'action corrective Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Gestion des eaux de toitures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux non souillées
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine et sont évacuées par un réseau spécifique.[...]

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer l'exutoire des eaux pluviales de toitures du bâtiment. En effet, celles-ci sont collectées dans des gouttières dirigées vers des regards bétonnés. L'exploitant précise qu'il y a quelques années, ces eaux étaient renvoyées vers un puisard permettant leur infiltration. Or, ce dernier ayant été condamné, l'exploitant déclare méconnaître l'exutoire actuel de ces eaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai d'un mois, justifier de l'exutoire des eaux pluviales de toitures.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Gestion déchets réceptionnés_entreposage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Zone d'entreposage des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 13 de l'Arrêté ministériel du 06/06/2018</u> IV. Entreposage des déchets</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.[...]</p> <p><u>Constat n°10 de la visite d'Inspection du 29/06/2024</u> [...] L'exploitant s'assure de la présence d'un repère visuel permettant le respect de la hauteur maximale autorisée pour le stockage des grosses pièces de ferraille.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'Inspection, l'exploitant déclare se servir du bas de la cabine du grappin comme repère visuel correspondant à une hauteur de 3 mètre. Il justifie qu'il est difficile d'établir tout autre repère sur la zone de stockage des ferrailles, dépourvue de tout muret ou de bâtiment et précise que le grappin demeure systématiquement sur la zone.</p>

L'Inspection considère qu'en l'absence d'autre repère visuel sur la zone, la proposition de l'exploitant permet de s'assurer du respect de la hauteur autorisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2001, article Article R.541-43
Thème(s) : Situation administrative, RNTDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article R.541-43 du code de l'environnement:</u></p> <p>I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.[...]</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement [...].</p> <p><u>Constat n°12 de la visite d'Inspection du 29/06/2024</u></p> <p>L'exploitant dispose d'un registre de suivi des déchets entrants et sortants. Néanmoins, il n'a pas été en mesure de justifier de la déclaration de son registre dans le registre national déchet, terres excavées et sédiments. L'exploitant doit sous un délai de trois mois, procéder au téléversement de ses données dans le registre national déchets, terres excavées et sédiments.</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la déclaration de ses registres de déchets dans le RNDTS. L'Inspection relève que cette non-conformité avait déjà été identifiée lors de la visite d'inspection du 29 juin 2023. De ce fait, l'Inspection accorde un dernier délai à l'exploitant pour apporter l'action corrective attendue. Passé ce délai, l'Inspection proposera à Mr le Préfet de prendre un Arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant, pour le respect de l'article R.541-43 du Code de l'environnement susvisé.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant précise en séance que le groupe DERICHBOURG est en cours de développement d'un outil informatique interne ayant l'objectif de verser automatiquement les données des registres de déchets dangereux de chaque site dans l'application Trackdéchets. Considérant que les données de l'application Trackdéchets alimentent automatiquement le registre RNDTS, l'Inspection suggère qu'il serait intéressant de faire de même avec les déchets non dangereux, ce qui permettrait, qu'à terme, toutes les données des registres déchets des sites du groupe DERICHBOURG soient transférées automatiquement dans le RNTDS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai d'un mois, justifier de la transmission de ces données de registres des déchets admis et expédiés dans le Registre Nationale des Déchets et Terres excavées et Sédiments.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Tracabilité des déchets_BSD électronique

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Trackdéchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant émet des bordereaux de suivi de déchets dangereux, sous la forme dématérialisée au moyen de l'application Trackdéchets.</p> <p>L'Inspection a procédé au contrôle des données de l'année 2023 déclarées par l'exploitant sous l'application Trackdéchets pour les déchets de batteries code déchets 16 06 01*. L'Inspection</p>

<p>relève une incohérence entre les tonnages admis et expédiés déclarés sur l'application Trackdéchets et ceux renseignés dans le registre de l'exploitant. Ce dernier justifie en séance que l'écart provient certainement des volumes de batteries correspondants aux apports des particuliers et non déclarés sous l'application (car non soumis).</p> <p>L'Inspection interroge également l'exploitant sur la zone de chalandise des batteries usagées renseignée sur Trackdéchets. En effet, celle-ci précise que 52% du tonnage entrant provient du département de la Haute-Garonne et 34 % du département du Gers. L'exploitant justifie qu'il s'agit pour la Haute-Garonne, du transfert des batteries collectées sur le site AFM de Montréjeau au site de Bordères et pour le Gers de la collecte des déchets de l'établissement LAU.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, justifier de l'écart de tonnage des batteries usagées (16 06 01*) admises et expédiées sur l'année 2023, relevé par l'Inspection entre le registre interne du site et l'application Trackdéchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Liste des substances PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 20/02/2024 l'exploitant a transmis à l'Inspection le protocole de recherche et d'analyse des PFAS dans les rejets de son installation, daté du 18/08/2023.</p> <p>Ce dernier précise la méthodologie appliquée à chaque site du groupe AFM, renseigne la liste des substances qui font l'objet d'une analyse et livre un calendrier prévisionnel.</p> <p>L'exploitant a établi une liste des substances PFAS à analyser correspondant aux 20 molécules de l'Arrêté ministériel du 20 juin 2023 ainsi que le paramètre AOF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Réalisation des campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p>

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : L'exploitant a procédé aux campagnes d'analyse les 30 janvier, 12 mars et 23 avril 2024. L'Inspection relève que le paramètre AOF n'a pas été analysé lors de la première campagne. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la cause.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous un délai d'un mois, justifier de la cause de l'absence d'analyse du paramètre AOF lors de la première campagne du 12 janvier 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Les prélèvements et les analyses ont été réalisés par le laboratoire WESSLING, agréé par la Ministère de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le laboratoire WESSLING a procédé au prélèvement ponctuel des eaux de rejets, conformément à l'article 4 de l'Arrêté ministériel du 20 juin 2023. En effet, ne générant pas d'eaux de process, l'exploitant collecte uniquement les eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Les échantillonnages ont été prélevés sur la plateforme de prélèvement du site, en sortie du déshuilheur-débourbeur. L'activité du site étant relativement stable tout le long de l'année, les prélèvements des campagnes PFAS sont représentatifs des conditions normales de fonctionnement de l'exploitation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Déclaration des résultats GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats d'analyse des trois campagnes ont été saisis sous l'application GIDAF. Ces dernières n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Porter à connaissance

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2001, article R512-33</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, modification de l'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les</p>

éléments d'appréciation. [...]

Constats :

Par courrier du 21 juin 2023, l'exploitant a transmis son dossier de porter à connaissance mis à jour, relatif aux modifications apportées sur le site (création du bassin de rétention des eaux, déplacement de la zone de stockage de tournures et exploitation du parc à bennes vides) et à la mise à jour de sa situation administrative (extension parcellaire).

Modifications des activités :

1. Déplacement du stockage de tournure

L'exploitant souhaite déplacer son stockage de tournures au centre de sa parcelle afin de permettre le montage d'un abri amovible protégeant les tournures des intempéries. Le stockage sera sous rétention permettant de collecter les eaux susceptibles d'être souillées. Ces dernières sont collectées dans une cuve enterrée double enveloppe de 10 m³ avant d'être envoyées pour élimination vers un centre agréé.

La zone de stockage sera composée de quatre alvéoles de 55 m², séparées entre elles par des monoblocs en béton de 4 m de hauteur. Une structure en acier permettra la couverture du stockage au moyen de deux bâches.

La cuve de stockage des huiles de coupes sera équipée d'alarme de détection de fuite et de niveau haut de remplissage.

L'exploitant précise dans son dossier que la quantité de stockage des tournures demeure constante. L'exploitant s'engage à respecter les quantités autorisées à l'article 1 de l'Arrêté préfectoral complémentaire du 15/10/2019.

2. Création d'un bassin de rétention des eaux

L'exploitant a procédé à la mise en place d'un bassin de rétention des eaux pluviales du site de 1240 m³. Équipé de deux vannes d'isolement, ce bassin permet d'assurer le confinement des eaux en cas d'incendie ou tout autre sinistre. L'exploitant a apporté l'ensemble des justificatifs permettant son dimensionnement (fiche D9/D9A). Ces documents n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection.

Le bassin est disposé sur les parcelles voisines des installations n° 000 AD 193 et n° 000 AD 194, dont l'exploitant est propriétaire. Néanmoins, ces parcelles n'étant pas comprises dans le périmètre des installations classées, l'Inspection propose d'encadrer la mise à jour du référentiel cadastrale des installations par une Arrêté préfectoral complémentaire.

3. Parcs à bennes vides

L'exploitant dispose également d'un parc de bennes vides, installé sur la parcelle voisine n°000 AD 193. Ces bennes sont utilisées dans le cadre de l'activité des installations pour le stockage de matériaux et des déchets. Le parc à benne est situé sur une partie de la parcelle n°000 AD 194, sur une surface de 2300 m² pour une superficie totale de la parcelle d'environ 1 hectare. Sont stockés sur cette zone, 50 bennes vides de 30 m³, 150 bacs à batteries vides de 2 m³, 22 bacs plastiques vides de 2 m³ et 50 GRV vides et propres. Aucun autre stockage de matériaux ou de déchets n'est réalisé sur cette parcelle.

4. Extension parcellaires

Le projet de l'exploitant implique une extension parcellaire pour les activités du stockage de bennes vides et la création du bassin de rétention des eaux. Ces activités sont situées sur une partie des parcelles n°000 AD 193 et n°000 AD 194, parcelles non intégrées à l'emprise des

installations classées (n°000 AD 197). Les modifications demandées nécessitent l'encadrement cadastral par la mise à jour de l'article 1 de l'Arrêté préfectoral du 15 octobre 2019. A noter qu'au delà de l'extension parcellaire, l'activité du site demeure constante et ne fait l'objet d'aucune augmentation de capacité.

Évaluation de l'impact de ces modifications

Dans son dossier, l'exploitant précise que les modifications ne sont pas de nature à impacter l'activité des installations, ni le classement des rubriques de la nomenclature des Installations classées et de la Loi sur l'eau. En effet, la superficie des zones exploitées sur les parcelles n°000 AD 193 et n°000 AD 194 étant de 5 ha, celles-ci restent inférieures au seuil d'autorisation de la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature Loi sur l'eau (20 ha). L'exploitant justifie que les modifications apportées ne font pas l'objet d'une évaluation environnementale ou d'un cas par cas au regard de l'article R. 122-2 du code de l'environnement. Un récolement à l'article R.181-46-1 du code de l'environnement a été réalisé par l'exploitant. Ce dernier conclue que, selon lui, ces modifications ne sont pas jugées substantielles.

L'exploitant a réalisé une évaluation des impacts de son projet qui conclue à l'absence de risque sur l'environnement et les tiers. L'exploitant a également installé un 4ème piézomètre au droit de la parcelle de stockage des bennes vides nommé PZA. Une campagne d'analyse a été réalisée le 13 décembre 2022 par la société TERE0. Cette dernière met en évidence l'absence de pollution des eaux souterraines.

Les modifications sur les parcelles n°000 AD 193 (1ha) et n°000 AD 194 sont compatibles avec le Plan Local de l'Urbanisme de la commune de Bordères-sur-l'Echez.

Conclusion de l'Inspection:

Au regard des éléments du porter à connaissance du 21 juin 2023, l'Inspection considère que les modifications apportées ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Par ailleurs, l'Inspection propose d'encadrer les références parcellaires des actifs du parc à bennes vides et du bassin de rétention des eaux, au moyen d'un Arrêté préfectoral complémentaire. Les modalités de surveillances des eaux souterraines (liste des piézomètres, localisation, fréquence et paramètres) doivent également être prescrites.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Contrat avec un éco-organisme

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.543-200-1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Contractualisation avec un éco-organisme ou système individuel agréé

Prescription contrôlée :

I. - Au sens du présent article, on entend par :

1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;

2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles

plus importantes.

II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant

lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

III. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

[...]

Constats :

L'exploitant a contractualisé avec les éco-organismes suivants:

- ECOLOGIC pour les moteurs, radiateurs et câbles cuivre,
- ECOSYSTEM pour les petits appareils ménagers et les gros électroménagers.

Le contrat avec ECOSYSTEM a été transmis le 26 juin 2024 à l'Inspection. Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du contrat avec ECOLOGIC.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, justifier du contrat accordé avec l'éco-organisme ECOLOGIC.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/05/2016, article Annexe I

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigence transit regroupement tri DEEE

Prescription contrôlée :

Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont :

- pour les aires appropriées revêtues de **surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites** et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisateurs.
- couvertes**, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :
 - la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ;
 - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ;
 - l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des

équipements (notamment la laine de verre et les mousses).

Les installations de tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques répondent aux exigences suivantes :

- elles disposent d'un **système de pesée** des déchets admis ;
- les pièces détachées démontées sont entreposées dans des conditions appropriées ;
- les piles et accumulateurs, les condensateurs contenant du PCB/ PCT et autres déchets dangereux, tels que les déchets radioactifs, sont entreposés dans des conditions appropriées ;
- elles disposent d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur.

Constats :

Les DEEE sont collectés sur l'aire d'accueil réservée aux déchets de petites quantités, disposée à l'intérieur du bâtiment. Ils sont stockés par la suite sur les zones de transit comme suit:

- les petits appareils ménagers (PAM) sont stockés dans des bennes hermétiques, sur une dalle étanche, à proximité de l'entrée du site,
- les gros électroménagers sont stockés dans des alvéoles dédiés sur dalle étanche,
- les déchets de bureautique issus des entreprises (photocopieurs, imprimantes) sont collectés dans des casiers non hermétiques sur la dalle béton.

Lors de la visite l'Inspection constate que les PAM et les déchets de bureautique sont dépourvus d'abri aux intempéries. L'Inspection relève également la présence de déchets autres que des DEEE stockés en mélange avec les PAM (radiateurs...).

Par courriel du 28 juin 2024, l'exploitant transmet les justificatifs de la mise à l'abri de l'ensemble des DEEE et d'enlèvement des déchets en mélanges des PAM.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Déchets autorisés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/10/2019, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Déchets dangereux non autorisés

Prescription contrôlée :

Les prescriptions techniques de l'Arrêté préfectoral du 26 avril 1991 sont complétées par le chapitre V suivant:

Les déchets produits par l'installation ou entrants doivent être stockés dans les conditions prévenant les risques de pollution prévues aux différents points du présent arrêté.

[...]

Type de déchets	Nature de déchets	Quantité maximale présent sur site
Déchets dangereux	Boues et hydrocarbures issues du séparateur d'hydrocarbures	7 tonnes
	Huiles usagées	900 kg

	Lave-glace	180 kg
	Filtres à huiles et carburants	100 kg
	Batteries	49 tonnes
	Liquides de refroidissement	250 kg
	Liquides de frein	100 kg
	Carburant	840 kg
Déchets non dangereux	Ferrailles	200 tonnes
	Métaux non ferreux	25 tonnes
	Pneumatiques	25 tonnes
	Déchets d'activité économiques à trier	20 tonnes

Constats :

Lors de la visite, l'Inspection constate la présence de bidons de produits chimiques (peintures) mélangés avec les ferrailles à broyer. Ces déchets dangereux souillés ne sont pas autorisés à être collectés sur le site. L'exploitant justifie qu'ils ont du être présents par erreur en mélange dans un fond de benne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, justifier de la conformité de son activité au regard des produits autorisés sur le site conformément à l'article 2 de l'Arrêté préfectoral du 15 octobre 2019.

Type de suites proposées : Sans suite